



Les conjoints hautement qualifiés des expatriés souhaitent travailler durant les missions à l'étranger

LA HAYE, Pays-Bas, /PRNewswire/ --

- Une enquête internationale attire l'attention sur le besoin de travailler des conjoints

Le manque d'opportunité d'emploi du conjoint affecte la mobilité mondiale de la main d'œuvre internationale hautement qualifiée.

Pour consulter le communiqué multimédia, cliquez sur :

<http://multivu.prnewswire.com/mnr/prne/permitsfoundation/37563>

C'est la principale conclusion d'une enquête menée auprès de 3300 conjoints d'expatriés hautement qualifiés, en mission à l'étranger au sein de 200 sociétés, ambassades et organisations internationales.

Permits Foundation, qui a mené cette enquête auprès de conjoints de 120 nationalités dans autant de pays d'expatriation, déclare que l'attribution d'un permis de travail au conjoint peut être triplement gagnant : pour les employeurs, les familles et les pays d'accueil.

Près de 60 % des conjoints affirment ne pas souhaiter déménager dans un pays où l'obtention d'un permis de travail est difficile. Par contre, les pays qui permettent aux conjoints de travailler constituent des destinations attirant 96 % des personnes interrogées.

Permits Foundation préconise l'amélioration des réglementations en matière de permis de travail pour les conjoints des employés expatriés dans le monde. Elle souhaite que les conjoints qui résident légalement dans le pays obtiennent l'autorisation de travailler durant la mission à l'étranger. La fondation a mis en place un réseau d'employeurs en Inde, en Indonésie, au Japon, en Malaisie et en Russie pour faire avancer les discussions dans ces pays.

« Ces nouvelles données envoient un signal important aux gouvernements qui souhaitent attirer les meilleurs talents internationaux. », indique Gill Gordon, président de Permits Foundation et directeur de la rémunération des cadres chez Schlumberger. « Les conjoints sont également hautement qualifiés et possèdent des parcours professionnels divers. Si on leur permet de travailler, ils peuvent également contribuer à l'économie locale. »

L'enquête donne également une idée des aspirations des conjoints et des effets positifs d'avoir un emploi. Près de 90 % des conjoints interrogés dans cette enquête travaillaient avant l'expatriation. Ce chiffre tombe à 35 % durant la mission et les 3/4 de ceux qui ne travaillaient pas auraient souhaité travailler. C'est surtout le cas chez les personnes les plus jeunes, les hommes, les diplômés et les partenaires non mariés. La plupart des conjoints qui travaillent ont indiqué que cela a eu un impact positif sur leur ajustement dans le pays d'expatriation et sur leur volonté de mener cette mission jusqu'au bout.



« Il s'agit de la première enquête à grande échelle qui se penche sur les problèmes de permis de travail du point de vue du conjoint », a déclaré Siobhan Cummins, directeur général des activités d'ORC en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. « La reconnaissance du besoin de travailler du conjoint renforcera la mobilité internationale. L'enquête est un supplément bienvenu aux ressources consultables par les employeurs pour élaborer des politiques de soutien aux couples à double carrière. »

Pour plus d'informations :

http://permitsfoundation.com/docs/permits_survey_summary.pdf et
http://www.permitsfoundation.com/docs/permits_survey_final_report.pdf

Source : Permits Foundation

Contact : Kathleen van der Wilk-Carlton PermitsFoundation@shell.com Tél.: +31703191930.